

REPUBLIQUE FRANCAISE	dossier n° PC04629619X0003
Commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT	date de dépôt : 20/05/2019 demandeur : TREMAUVILLE JOSE MANUEL pour : agrandissement du garage existant en parpaings recouvert crépi à l'identique, la toiture sera faite avec des tuiles canal à l'identique de l'existant adresse terrain : LES ROQUES - 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT

ARRÊTÉ
accordant avec prescriptions un permis de construire
au nom de la commune de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT

Le Maire de SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT,

Vu la demande de permis de construire présentée le 20/05/2019 par Monsieur TREMAUVILLE JOSE MANUEL demeurant : LES ROQUES 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D OLT France ;

Vu l'objet de la demande :

Pour : l'agrandissement du garage existant en parpaings recouvert crépi à l'identique, la toiture sera faite avec des tuiles canal à l'identique de l'existant

sur un terrain situé : LES ROQUES - 46140 SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT

cadastré : AR 401

pour une surface de plancher crée de 57.7 m².

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune approuvé par délibération du Conseil municipal du 05 Février 2013;

Vu la zone N et Ua du document d'urbanisme en vigueur ;

Considérant que le projet consiste en l'agrandissement du garage existant ;

Considérant les dispositions réglementaires de la zone Ua du PLU susvisé qui stipulent au titre de l'article U11 – ASPECT EXTERIEUR : «1 Conditions générales : L'aspect des constructions sera compatible avec le site et son environnement ainsi que son intégration au paysage....3 Matériaux et teintes : L'ensemble des teintes des matériaux...sera conforme aux teintes locales....Les enduits seront conformes aux enduits existants du secteur et aux enduits traditionnels... Pour les parties secondaires en toiture :...peuvent admettre des pentes et des matériaux différents, à condition de garantir une insertion harmonieuse des constructions dans le milieu environnant...6. ANNEXES : Elles seront construites dans des matériaux en cohérence ou en harmonie avec le bâtiment principal. L'intégration paysagère des annexes fera partie intégrante des demandes de permis de construire » ;

Considérant que le projet ne répond pas aux dispositions réglementaires du PLU susvisé ;

Considérant que le projet peut être accordé assorti de prescriptions ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le permis de construire PC04629619X0003 est ACCORDE sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'Article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La toiture sera de type bac acier gris sombre posée à 3 % de type « toit terrasse » avec une possibilité d'acrotère en bordure de toiture.

Les façades seront enduites dans une teinte ton pierre identique à la maison OU recevront un bardage bois vertical.

SAINT-VINCENT-RIVE-D'OLT, le 9 juillet 2019

Monsieur DEBAR Raoul,

Le Maire

Recommandations :

Le projet sera accompagné d'une végétalisation en pied de mur en utilisant une essence locale de type vigne grimpante (exemple « ampelopsis »).

Les portes de garage seront en bois peint identique à l'existant. (teinte sombre de préférence).

Le porteur de projet pourra se faire accompagner par le CAUE du Lot, conseil gratuit aux particuliers Tél : 05 65 30 14 35

NB : Toute modification du projet, tel que présenté dans la présente demande de permis de construire, devra faire l'objet d'une demande de permis de construire modificatif. Tout changement non déclaré et réalisé peut entraîner la non-conformité de la construction au regard du code de l'urbanisme.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité du permis :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme et en application du décret n°2016-6 du 5 Janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée.

La durée de validité de l'autorisation d'urbanisme est de trois ans. Passé ce délai, le bénéficiaire devra adresser une nouvelle demande à la Mairie. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

En cas de recours le délai de validité du permis de construire est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une année sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

